

administrées à petite échelle. Notre défi consiste donc à administrer tous nos programmes plus efficacement.

Monsieur le président, nous reconnaissons que l'impact des changements à opérer peut être perçu de manière inégale par les différents groupes de la société. Le Canada a réagi à cet état de fait en collaborant avec des institutions financières internationales et des gouvernements locaux pour protéger les programmes d'ajustement en vigueur et pour lancer de nouveaux programmes sociaux en faveur de ceux qui ont été le plus directement touchés par les ajustements. Nous espérons que cette question sera abordée au cours de l'examen de la politique étrangère.

Le Canada a participé aux efforts d'ajustement en s'efforçant d'alléger le fardeau de la dette. En 1985, nous avons accordé une remise de dette totale aux nations les moins développées. À partir de ce moment-là, nos programmes d'aide publique au développement ont été fondés sur des subventions et non sur des prêts. Il n'en reste pas moins que l'Afrique, avec sa dette continue, connaît de lourdes entraves sur la voie d'un développement durable. En notre qualité de partenaire dans le développement, il nous faut chercher le meilleur moyen d'alléger ce fardeau. Si nous y réussissons, nous contribuerons à créer des économies africaines plus saines.

Monsieur le Président, passons maintenant à l'Amérique latine. Le Canada fait partie des Amériques. Sous l'effet de la mondialisation, l'Amérique latine et les Antilles se retrouvent de plus en plus au centre de la politique étrangère du Canada. Cette région s'est déjà engagée dans un processus de changement et de modernisation fondamental d'ordre économique, politique et social. Le Canada a une occasion unique de pouvoir participer à cette évolution et d'aider à la modeler grâce à une collaboration positive. Dans cet hémisphère, nous sommes considérés comme un partenaire responsable et de plus en plus engagé et je crois que nous avons tout à gagner dans ce partenariat.

Tout en reconnaissant le potentiel qu'offre ce partenariat, nous devons également admettre que le Canada a beaucoup à apprendre pour éviter d'être marginalisé dans l'évolution de ses relations avec les autres pays de l'hémisphère. Ces pays ont une histoire, une langue et une culture très différentes des nôtres et la compréhension que nous aurons de leur situation influera sur l'étendue et le succès de nos relations.

La politique étrangère du Canada à l'égard de cette région se heurte à beaucoup de difficultés. Notre attitude envers l'Amérique latine et les Antilles doit être en harmonie avec les objectifs généraux de notre politique étrangère, à savoir le soulagement de la pauvreté, la promotion d'une saine gestion publique, des droits de la personne, de la stabilité sociale, de